LE FINANCEMENT DU PROGRAMME

CRÉER ET RELOCALISER DEUX MILLIONS D'EMPLOIS

140 Md€
Économies et recettes nouvelles

90 Md€
Dépenses nouvelles et baisses d'impôts

50 Md€
Réduction du déficit Hors effet de croissance

50 Md€
Recettes liées à la relance économique

Comment passer du cercle vicieux de l'appauvrissement collectif au cercle vertueux de la croissance relocalisée et de la prospérité partagée

DUPONTAIGNAN.FR

LE CONSTAT

COMMENT PASSER DU CERCLE VICIEUX DE L'APPAUVRISSEMENT COLLECTIF AU CERCLE VERTUEUX DE LA CROISSANCE RELOCALISÉE ET DE LA PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

Les finances publiques de la France ont été considérablement détériorées par les politiques contreproductives menées depuis trente ans. Notre pays est piégé dans une spirale infernale de récession économique, de dégradation des comptes publics et de racket fiscal.

Faute de stratégie de patriotisme économique cohérente pour défendre nos intérêts face à la mondialisation déloyale et notre incapacité à corriger notre dérive bureaucratique, notre tissu industriel s'est effondré, notre déficit commercial a explosé, entraînant une crise profonde et durable qui alimente le chômage de masse structurel et la faiblesse de nos recettes fiscales et sociales.

Les gouvernements passés cherchent à acheter la paix sociale par la dépense publique. Or sans stratégie commerciale et industrielle pour créer de la richesse sur le sol français, l'argent public finance en pure perte une consommation qui se nourrit des importations à bas coûts des pays émergents et de nos principaux concurrents.

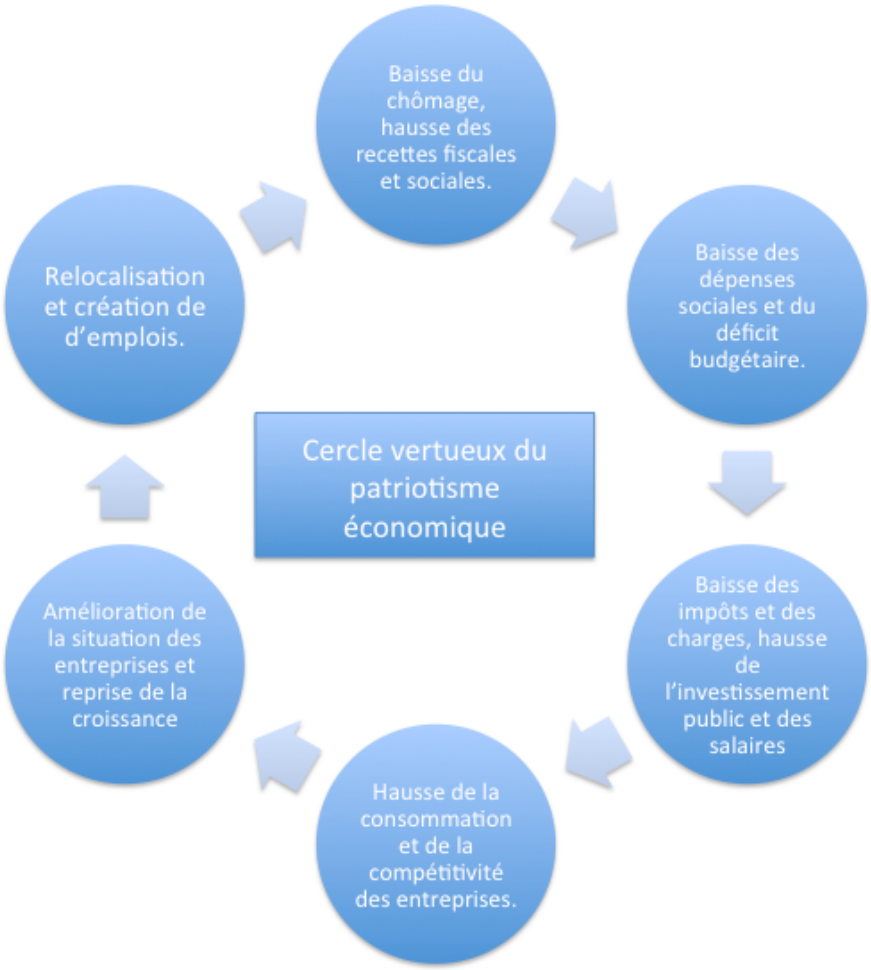
Ceux qui passent leur vie à donner des leçons de bonne gestion et de réalisme aux Français ont tout simplement ruiné la France pour rien ! Les pseudo « réformes » des gouvernements successifs ont abimé l'État et le service public sans jamais rétablir l'équilibre des comptes ou réduire la pression fiscale, qui l'un et l'autre, battent de tristes records. Notre pays est en quasi-faillite avec un déficit public qui devrait dépasser 150 milliards d'euros en 2026 et une dette publique de 120% du PIB.

Nous appliquerons un projet économique, budgétaire et fiscal qui sort complètement du cadre inefficace dans lequel est piégée la France. Nous remplacerons le cercle vicieux de l'appauvrissement collectif par un cercle vertueux combinant la relance de la production en France, la juste récompense du travail et des investissements pour préparer l'avenir.

Mécaniquement, ce cercle vertueux augmentera durablement la croissance et l'emploi, donc les recettes de l'État.

Notre projet sera financé par une lutte implacable contre les gaspillages (fraude sociale massive, coût de l'immigration illégale, financement de la dette, contribution versée à Bruxelles, économie des intérêts d'emprunt, subventions aux énergies intermittentes…) ainsi que des recettes fiscales supplémentaires issues de la lutte contre la fraude fiscale et de l'optimisation illégitime de certaines multinationales. Ces recettes et économies ont été détaillées dans les livres **Où va le pognon** (2021) et **La liberté ou la mort** (2026) écrits par Nicolas Dupont-Aignan qui explique en détail comment il entend financer son programme.

LE CERCLE VERTUEUX



LES RESSOURCES

100 Md€
Économies annuelles

40 Md€
Recettes nouvelles

100 MILLIARDS D'ÉCONOMIES

AVOIR LE COURAGE DE LUTTER CONTRE LES GASPILLAGES

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Économies totales	**41,00**	**73,00**	**86,00**	**100,00**	**100,00**
Lutte contre les fraudes à la sécurité sociale : fausses cartes vitales, faux documents d'identité, fraudes au RSA, aux fausses retraites à l'étranger	10	20	20	20	20
Couper les pompes aspirantes migratoires et conditionner les aides sociales à 5 ans de travail légal pour tout étranger, supprimer l'AME, Lutter contre les fraudes aux mineurs isolés	2	5	5	5	5
Supprimer notre contribution à l'UE	12	15	15	15	15
Rationaliser le millefeuille administratif : - Supprimer les agences inutiles (20 milliards) - Supprimer l'échelon régional, le mandat de conseiller régional, les intercommunalités inutiles, le Conseil économique, social et environnemental (10 milliards). - Supprimer les subventions aux associations clientélistes (10 Milliards).	7	20	30	40	40
Arrêt des subventions aux éoliennes et aux panneaux solaires	10	10	10	10	10
Économies générées par des emprunts à 0% auprès de la Banque de France.	0	3	6	10	10

Les économies principales du projet de N. Dupont-Aignan proviennent principalement de trois grandes politiques :

- La lutte contre les fraudes à la sécurité sociale qui nous permettra d'économiser 20 milliards d'€ par an, cette estimation constituant une fourchette plutôt basse des travaux d'estimation de ce type de fraude. Nous ajoutons l'arrêt des pompes aspirantes migratoires pour atteindre un chiffre global de **25 milliards d'€** par an à récupérer
- La récupération de l'excédent versé chaque année à l'Union Européenne, soit **15 milliards par an.**
- Les économies réalisées grâce aux emprunts à 0% auprès de la Banque de France pour financer les investissements de l'État pour éviter tout risque inflationniste soit **10 milliards par an à terme.**
- L'arrêt des subventions aux éoliennes et aux panneaux solaires, soit **10 milliards par an.**

- La rationalisation du millefeuille administratif, des dépenses de fonctionnement de l'État et des collectivités **(40 milliards par an).**

1. **Supprimer progressivement les agences d'État** : ADEME, ARS, ANAH, AFITF, INERIS, VNF… qui coûtent 80 milliards d'euros par an avec des frais de structures alors que leurs missions pourraient être reprises dans le cadre de leurs ministères de tutelle, avec un objectif de **20 milliards d'euros par an au bout de 3 ans.**
2. Supprimer l'échelon régional, le mandat de Conseiller régional, les intercommunalités inutiles, le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) tout en renforçant le pouvoir des maires et des Conseils départementaux avec un **objectif de 10 milliards d'euros par an au bout de 3 ans**
3. Supprimer les subventions aux associations clientélistes et immigrationnistes, contraires à l'intérêt général avec un objectif de **10 milliards d'euros par an au bout de 3 ans** (le total des subventions publiques accordées aux associations est de 23 milliards d'euros par an).

À noter que nous mettrons fin aux aides à l'Ukraine qui ont considérablement grevé nos budgets depuis 4 ans.

40 MILLIARDS DE RECETTES SUPPLÉMENTAIRES

GARANTIR LES RESSOURCES DE L'ÉTAT SANS PESER SUR L'ÉCONOMIE RÉELLE

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Recettes supplémentaires totales	**20**	**32**	**40**	**40**	**40**
Lutter contre la grande fraude fiscale et la fraude à la TVA	10	14	20	20	20
Éradiquer les escroqueries à la TVA	5	7	10	10	10
Lutter contre la grande fraude fiscale	5	7	10	10	10
Imposer le bénéfice consolidé des multinationales au prorata du chiffre d'affaires réalisé dans le pays (Accord OCDE)	6	10	10	10	10
Recettes liées à une taxe anti-dumping	2	3	5	5	5
Taxe sur l'exploitation des données personnelles	2	5	5	5	5

Les recettes supplémentaires du projet de Nicolas Dupont-Aignan proviennent principalement de :

La lutte contre la fraude fiscale et la fraude à la TVA : nous avons pour objectif de récupérer à terme **20 milliards d'euros par an** sur les 40 à 60 milliards qui échappent au fisc chaque année.

Les autres recettes supplémentaires seront assurées par :

La taxe sur l'exploitation des données (1Md dès 2027, 5 milliards d'€ à terme).

La taxe anti-dumping sur les produits ne respectant pas nos normes sociales et fiscales (5 milliards d'€ par an).

L'impôt sur le bénéfice consolidé des multinationales au prorata de leur CA réalisé en France (10 milliards d'€ par an).

Ces 100 milliards d'euros d'économies et ces 40 milliards d'euros de recettes nouvelles, soit 140 milliards de ressources supplémentaires, nous permettent de financer 90 milliards d'euros de baisse d'impôt et de dépenses nouvelles et ainsi de réduire le déficit budgétaire de 50 milliards d'euros sans compter l'effet de la croissance. Le déficit budgétaire sera inférieur à 100 milliards d'euros à terme et la dette sera stabilisée, puis commencera à décroitre en pourcentage du PIB.

LE RETOUR DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI

35 Md€
Cotisations sociales supplémentaires

15 Md€
Recettes liées à la relance

Nous intégrons également les gains de cotisations et de fiscalité d'un montant total de 50 milliards d'euros supplémentaires permis par la relance de la croissance et 2 millions d'emplois supplémentaires : dans le détail, nous prenons comme hypothèse qu'un point de croissance équivaut à 10 milliards de recettes fiscales supplémentaires. Notre plan de relance vise à créer 2 millions d'emplois en 5 ans, soit 400 000 nouveaux cotisants par an.

LA MONTÉE EN CHARGE

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Recettes supplémentaires prévisibles liées à la reprise	**4**	**12**	**23**	**37**	**50**
Recettes liées aux cotisations sociales supplémentaires	3,0	9,0	18,0	27,0	35,0
Recettes liées à la relance économique	1,0	3,0	5,0	10,0	15,0

90 MILLIARDS DE BAISSE D'IMPÔTS ET DE DÉPENSES NOUVELLE : CONSTRUIRE UNE FRANCE FORTE ET JUSTE

20 MILLIARDS POUR RELOCALISER ET CRÉER 2 MILLIONS D'EMPLOIS

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Produire en France et faire de notre pays une terre d'emploi et d'innovation	**17,7**	**18,9**	**19,6**	**19,8**	**20**
Baisser les impôts et charges pour les entreprises qui produisent en France	13,7	14,9	15,6	15,8	16
Réduire les impôts de production	5	5	5	5	5
Accorder un crédit d'impôt production pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices sur le sol français	3	4	4	4	4
Fonds d'aide à l'industrialisation et à la relocalisation	4	4	4	4	4
Faciliter la transmission d'entreprises en les exonérant de droits de succession et de donation sur 90% de leur valeur (75 % aujourd'hui) et suppression pour les 100 premiers hectares de terres agricoles et viticoles	0,5	0,5	1	1	1
Baisser le taux d'IS d'1% pour 5% d'actionnariat salarié dans une limite de 10 points de baisse d'IS.	1	1	1	1	1
Exonérer de charges patronales : Pendant trois mois, le premier emploi en CDI d'un jeune de moins de 26 ans. Pendant deux ans, le CDI d'un chômeur de longue durée (5 ans) pour insérer les personnes en extrême difficulté sociale.	0,2	0,4	0,6	0,8	1
Soutenir notre agriculture de proximité	1	1	1	1	1
Créer un fonds de désendettement et soutenir l'installation des jeunes agriculteurs et poursuivre les incitations fiscales à l'intention de ces derniers	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Alléger les cotisations sociales agricoles qui pèsent sur nos exploitations et leur font perdre des parts de marché	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Préparer la France à relever les défis de demain	3	3	3	3	3
Accompagner l'innovation au service des entreprises et faire de la France le paradis des chercheurs	2	2	2	2	2
Mener une vraie politique de la mer	1	1	1	1	1

Les principales dépenses et allègements fiscaux concernent les mesures suivantes :

- **16 milliards d'€ de baisses d'impôts et charges et de soutien pour les entreprises qui produisent en France :** Créer un million d'emplois en allégeant les charges, en donnant un bonus fiscal et en assurant des subventions aux entreprises qui relocalisent ou s'installent en France.
- **1 milliard d'€ pour sauver notre agriculture.**
- **3 milliards d'€ pour préparer la France à relever les défis de demain :** Investir massivement dans la recherche scientifique afin de convertir les inventions en innovations industrielles et se doter d'une vraie stratégie maritime.

25 MILLIARDS POUR RÉCOMPENSER LE TRAVAIL ET RELANCER LE POUVOIR D'ACHAT

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Récompenser le travail et augmenter le pouvoir d'achat	**20,1**	**23,7**	**24,8**	**24,9**	**25**
Doter chaque nouveau-né français d'un capital de 10 000 euros qui sera bloqué jusqu'à sa retraite	6	6	6	6	6
TVA à taux 0 sur une liste de 50 produits de première nécessité	2	3,5	3,5	3,5	3,5
Supprimer la TVA sur la TICPE (l'accise) et baisser ainsi le prix du carburant	4	4	4	4	4
Augmenter le SMIC à 1 600 euros net (98 euros supplémentaires par mois) en compensant cette hausse par une baisse proportionnelle des cotisations salariales pour ne pas pénaliser les entreprises.	3	3	3	3	3
Patrimoine : supprimer les droits de succession sur la résidence principale et faciliter les donations en doublant l'ensemble des plafonds d'exonération et en divisant par 2 l'ensemble des durées permettant d'être exonéré.	1	3	4	4	4
Défiscaliser les heures supplémentaires dans une limite de 300 h par an	0,1	0,2	0,3	0,4	0,5
Supprimer les droits de mutation pour les primo-accédants	3	3	3	3	3
Réduire le délai permettant d'être exonéré d'impôts sur les plus-values et cotisations immobilières à 10 ans	1	1	1	1	1

Les principales dépenses et allégements fiscaux concernent les mesures suivantes :

- 0 TVA sur une liste de 50 produits de première nécessité (mesure qui coûtera 3,5 milliards d'euros).
- Hausse du SMIC à 1 600 euros nets financée par une baisse des cotisations sociales salariales (coût de 3 milliards d'euros).
- **Alléger les impôts des particuliers de 9 milliards d'euros immédiatement et de 12,5 milliards à l'issue du quinquennat avec des mesures très concrètes pour baisser les prix des carburants, promouvoir la famille, faciliter la natalité et les transmissions :** supprimer les droits de succession sur la résidence principale, les droits de mutation pour les primo-accédants, revenir sur le matraquage fiscal de nos anciens sous les précédents mandats.
- Doter chaque nouveau-né français d'un capital de 10 000 euros qui sera bloqué jusqu'à sa retraite et qui sera géré par un fonds public de capitalisation français, inspiré du modèle du fonds souverain norvégien. À 60 ans, le bénéficiaire disposerait ainsi d'un socle de retraite par capitalisation, qui viendrait en complément de la retraite par répartition. Avec un rendement net de 4%, le citoyen français disposerait d'un minimum de retraite complémentaire de 400 euros par mois et d'un capital de 100 000 euros. **Cette mesure coûtera environ 6 milliards d'euros par an à l'État.**
- **Augmenter les plafonds d'heures supplémentaires** ouvrant droit aux exonérations de cotisations salariales pour permettre de travailler plus pour gagner plus.

20 MILLIARDS POUR RECONSTRUIRE L'ÉTAT RÉGALIEN ET GARANTIR LA PUISSANCE DE LA FRANCE

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Reconstruire l'État	**8,5**	**14,8**	**18,5**	**18,8**	**20,0**
Augmenter et sanctuariser le budget de la Défense à 2,3 % du PIB (équipements, second porte-avion, service national)	3,4	5	6	7	7
Fidéliser les militaires et revaloriser leur condition militaire (formation, solde, hébergement)	0,8	1	1	1	1
Rétablir un service civique de 3 mois obligatoire au cours duquel les jeunes auront droit à 1 passage du permis de conduire.	0,25	0,5	0,5	0,5	0,5
Doubler le budget dédié au renseignement	1	1	1	1	1
Construire un deuxième porte-avion sur la durée du quinquennat et moderniser les équipements des forces françaises (drones, frégates…)	1,3	2,5	3,5	4,5	4,5
Renforcer les ministères de l'intérieur et de la Justice	4,8	8,7	10,5	9,8	11,0
Renforcer les moyens au ministère de la justice et doubler la dépense moyenne par Français dans la justice	2	3	4	5	6
Recruter 30 000 représentants des forces de l'ordre et 10 000 personnels administratifs.	0,8	1,3	1,6	1,9	2,2
Renforcer et moderniser les moyens matériels des policiers et gendarmes	0,7	1	1	1	1
Créer 40 000 places de prison supplémentaires au cours du quinquennat	1,2	3,4	3,9	1,95	1,8
Renforcer la francophonie et notre diplomatie	0,2	0,6	1	1	1
Valoriser notre patrimoine et retrouver une ambition culturelle	0,2	0,5	1	1	1

La reconstruction de l'État Régalien et de la Justice coûtera 8,5 milliards d'euros la première année et 20 milliards à l'horizon 2032. Les principales dépenses concernent les mesures suivantes :

- Sanctuariser le budget de la Défense à 2,3% du PIB (**soit environ 7 milliards d'euros à l'horizon 2032**).
- Renforcer les ministères de l'intérieur et de la Justice (11 Milliards par an à l'horizon 2032).
- Renforcer la Francophonie (1 Md/an) et consacrer 1% du budget à la culture.

25 MILLIARDS POUR RÉTABLIR LES SERVICES PUBLICS ET ASSURER L'ÉQUILIBRE DES TERRITOIRES

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Rétablir le service public et assurer l'équilibre des territoires	**20**	**22**	**24**	**25**	**25,0**
Faire de la famille une grande cause nationale	1,9	2,3	2,7	3,0	3,0
Rétablir le quotient familial, les allocations familiales et la PAJE au niveau de 2012.	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Créer un système de congé parental optionnel, complémentaire aux congés maternité et paternité existants, paritaire et rémunéré : les couples se partageraient ainsi 360 jours – trois mois chacun et six à se répartir – avec prise en charge par l'État de près de 50% du salaire avec un plafond à 3 000 € nets	0,4	0,8	1,2	1,5	1,5
Former et permettre le bien-être des jeunes	0,3	0,5	0,7	0,9	1,0
Donner accès à un crédit d'études ou de formations pour les jeunes ayant quitté tôt l'école	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4
Créer un pass'Sport pour tous les 6-18 ans	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Augmenter le nombre d'étudiants boursiers français	0,1	0,2	0,3	0,4	0,5
Garantir l'égalité des territoires	3	3,6	3,7	3,8	4
Créer un fonds d'intervention pour les territoires oubliés avec notamment des incitations fiscales à l'installation pour les entreprises	0,5	1	1	1	1
Créer un fonds de sauvegarde du patrimoine qui ouvre des déductions fiscales pour les dons aux communes de moins de 1 000 habitants	1	1	1	1	1
Renforcer les crédits d'entretien et de restauration du patrimoine	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4
Favoriser les investissements structurants pour l'éducation et l'emploi dans l'outre-mer	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7
Alléger la CSG et la CRDS pour les Français de l'étranger	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Déployer un plan piscine à 1 €	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2

En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Reconstruire un système de soins d'excellence et accessible à tous	2	2	2	2	2
Créer, afin de mettre fin aux déserts médicaux, une bourse pour les étudiants en médecine en échange de laquelle ils s'engageront à s'installer dans une zone sous-dotée pendant leurs 5 premières années.	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Renforcer la prévention (recherche notamment sur le cancer de l'enfant, dispenser des cours de santé/bien être au collège et sensibiliser aux méfaits de la malbouffe et aux dangers de l'usage de drogues)	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Reconstruire la médecine scolaire en doublant le nombre de médecins, d'infirmières scolaires et d'assistantes sociales et revaloriser de 15% leurs salaires.	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Faire du Handicap une grande cause nationale	2,4	2,6	2,8	3	3
Revaloriser l'AAH de 100 euros	1	1	1	1	1
Investir pour l'accessibilité	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Accorder une part fiscale complète aux familles ayant un enfant en situation de handicap	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Exonérer de cotisations sociales patronales les entreprises embauchant un salarié reconnu travailleur handicapé avec un taux d'incapacité permanente supérieur à 50%, pour les deux premières années d'embauche	0,2	0,4	0,6	0,8	0,8
Reconnaître la place des aidants	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Revaloriser les salaires des professeurs en deux temps : 20% d'augmentation automatique pour tous les professeurs, et 20% supplémentaires en contrepartie d'heures de soutien scolaire auprès des élèves en difficulté.	8	8	8	8	8
Faire de la dépendance une grande cause nationale financée par le redéploiement de la CRDS	2,7	3,4	4	4	4
Doter les EHPAD des moyens de fonctionnement permettant aux résidants de vivre dans de bonnes conditions	2	2	2	2	2
Créer 30 000 postes d'aides-soignants, assistants…	0,5	1	1,5	1,5	1,5
Diminuer la TVA sur les travaux d'aménagement visant à permettre aux personnes âgées de rester dans leur logement.	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5

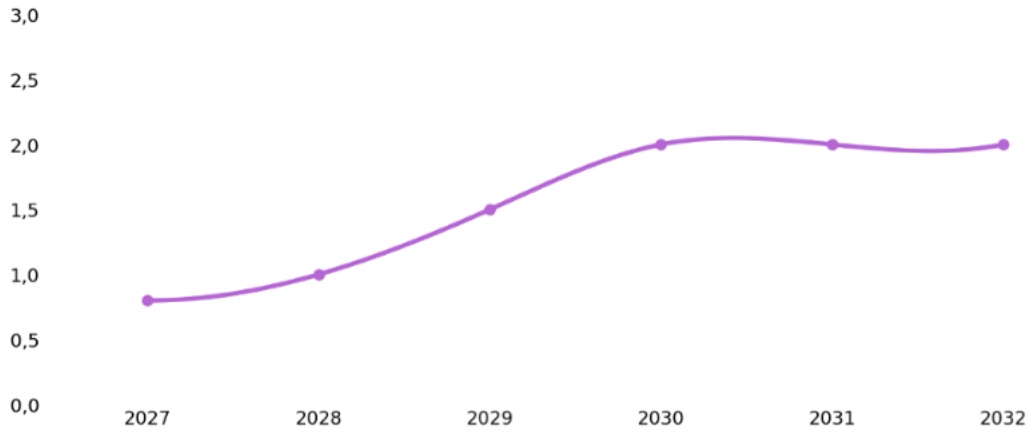
Les principales dépenses et allégements fiscaux concernent les grandes causes nationales suivantes :

- La famille **(3 milliards d'€ par an)** : retrouver un dynamisme démographique est crucial, aussi nous souhaitons créer un système de congé parental optionnel (1,5 milliard d'€) et revenir sur les politiques anti-familles des gouvernements Hollande et Macron.

- Aider les jeunes dans leur développement **(1 milliard d'€ par an).**
- Garantir l'égalité des territoires avec **4 milliards d'€** d'investissements supplémentaires pour nos territoires. Avec les subsides du fonds pour la relocalisation qui sont accordés en échange d'une implantation de nature à rééquilibrer notre territoire, ce sont plus de **7 milliards par an** qui seront octroyés à la ruralité.
- La santé des Français **(2 milliards d'€ par an)** : sauver l'hôpital, la médecine de ville, lutter contre les déserts médicaux, revaloriser la consultation généraliste, développer les maisons et les camions de santé lesquels apportent un local de soins dans des communes isolées géographiquement.
- Le Handicap **(3 milliards d'€ par an)** : aider à l'accessibilité, revaloriser les dispositifs fiscaux et reconnaître les aidants.
- Les salaires des enseignants **(8 milliards d'€ par an)**
- La dépendance **(4 milliards d'€ par an)** : Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, doter les EHPAD des moyens de fonctionnement permettant aux résidents de vivre dans de bonnes conditions.

LA TRAJECTOIRE DE CROISSANCE

TAUX DE CROISSANCE 2027-2032



Les mesures radicales prises pour réaliser d'importantes économies et faire rentrer des recettes qui ne pèsent pas sur les forces vives dès le début du quinquennat permettent d'amorcer dès 2028 la réduction des déficits publics.

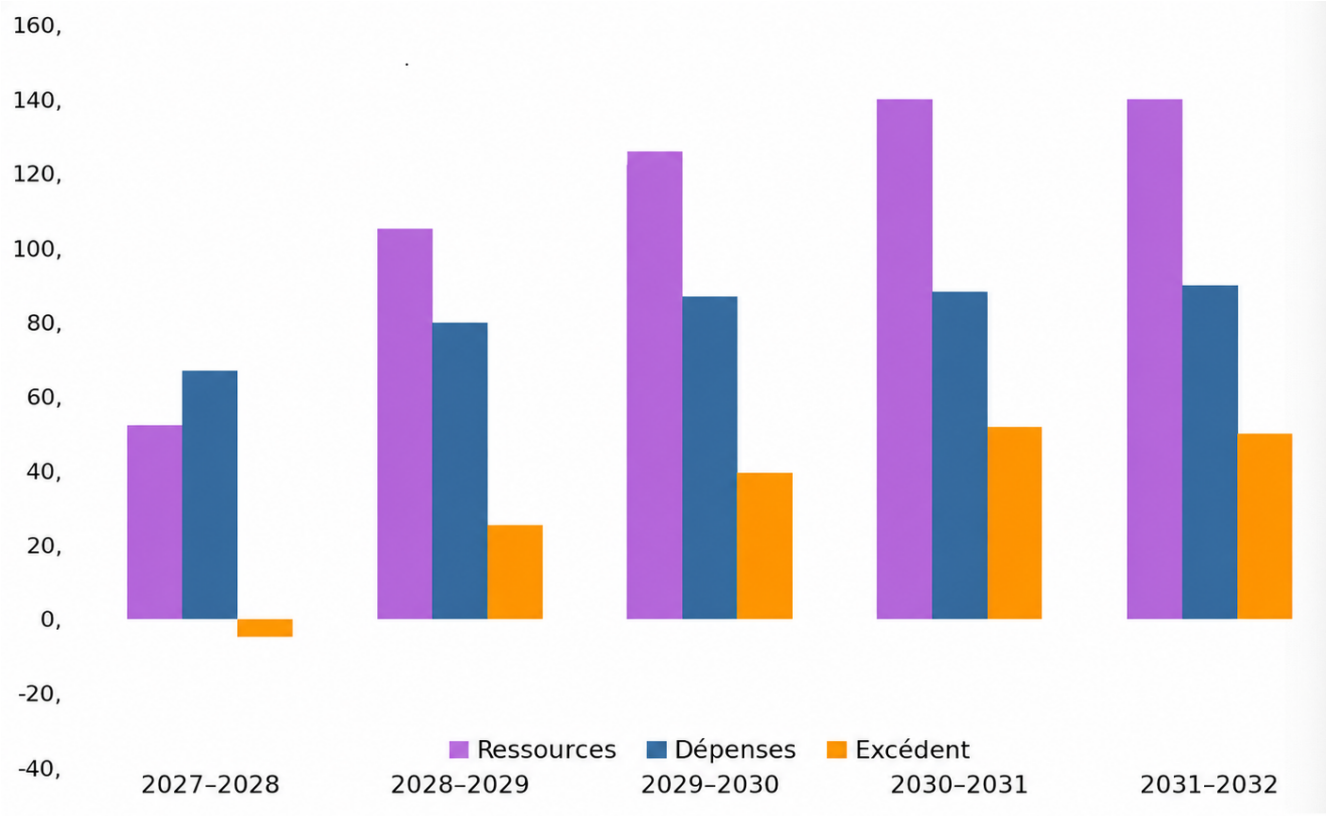
Une gestion rigoureuse des dépenses publiques puis les effets positifs des mesures prises en faveur de la croissance rendent possible un rétablissement progressif de l'équilibre des comptes de l'État.

HYPOTHÈSES ET ÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES

Indicateur	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Croissance en volume (%)	**0,5**	**0,8**	**1,0**	**1,5**	**2,0**	**2,0**	**2,0**
Ratio dépense publique/PIB	56,9%	57,2%	56,4%	55,2%	53,8%	52,6%	51,6%
Ratio Déficit public/PIB	-5,5%	-5,8%	-4,8%	-3,7%	-2,9%	-2,2%	-2,0%
Ratio Dette publique/PIB	119%	124%	127%	129%	130%	129%	129%
PIB (Mds euros)	3030	3054	3085	3131	3194	3258	3323
Dette publique (Mds euros)	3600	3778	3927	4045	4136	4209	4276
Dépenses publiques (Mds euros)	1725	1748	1741	1729	1719	1714	1715
Recettes publiques (Mds euros)	1558	1570	1592	1612	1628	1642	1648
Déficit public (Mds euros)	-167	-178	-149	-117	-91	-73	-67

LA COUVERTURE DES DÉPENSES NOUVELLES

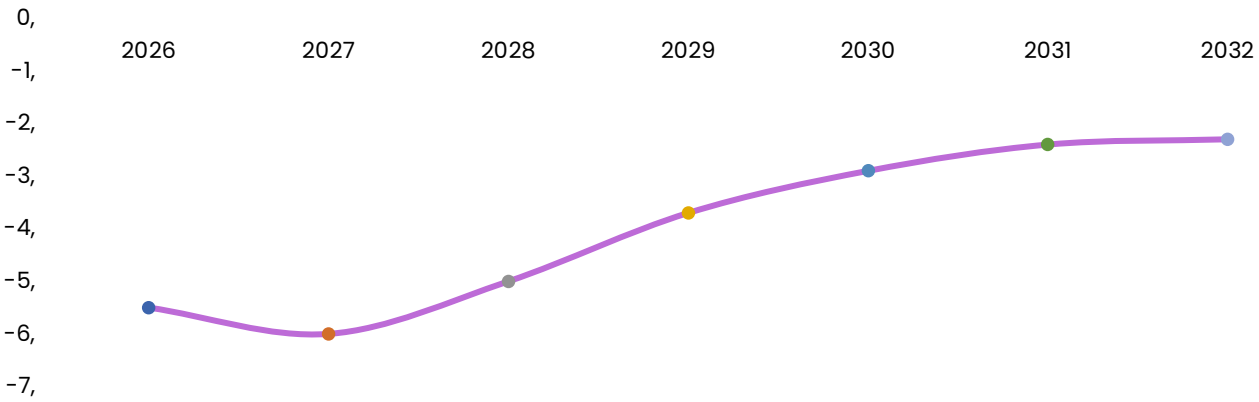
Des dépenses nouvelles couvertes par les nouvelles recettes et les principales économies réalisées ; un excédent croissant chaque année.



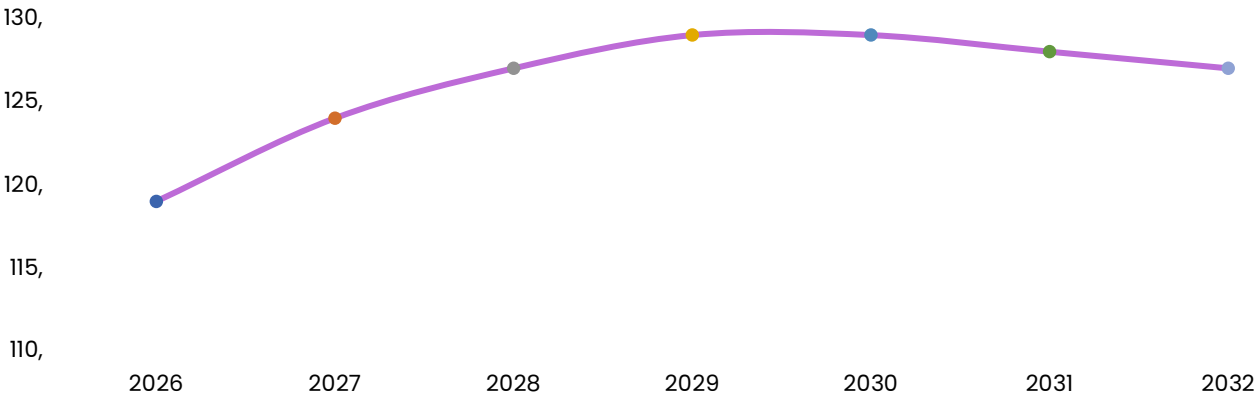
En milliards d'euros	2027–28	2028–29	2029–30	2030–31	2031–32
Ressources	**61**	**105**	**126**	**140**	**140**
Dépenses	66,6	79,8	86,8	88,2	90
Excédent	-5,61	25,25	39,25	51,80	50,05

DÉFICIT, DETTE ET DÉPENSE PUBLIQUE

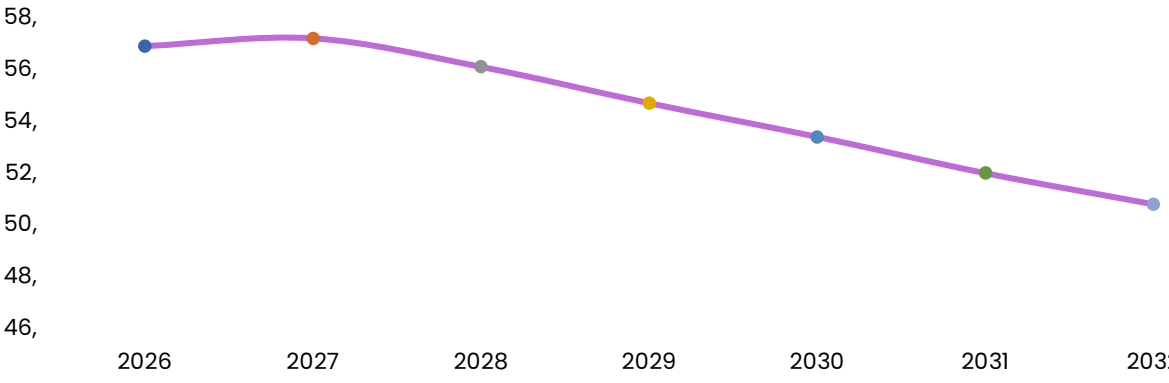
LE DÉFICIT PUBLIC RETOMBE À 3% DÈS 2030



RATIO DETTE PUBLIQUE / PIB



RATIO DÉPENSE PUBLIQUE / PIB



Reprise en main progressive et efficace de l'endettement, qui diminue à partir de 2030 sans rien sacrifier aux investissements d'avenir.